

Les Européens partagés sur l'entrée de la Turquie dans l'UE, voteraient non



MONDE - INTERNATIONAL dim 24 jan, 13:53

Les Européens sont partagés sur le principe d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne, mais une nette majorité se dégage pour le non si la question est posée dans un referendum, selon un sondage effectué dans cinq pays européens et présenté ce week-end à Istanbul.

Interrogés sur une adhésion de la Turquie à l'UE, 47% des sondés s'y montrent favorables, contre 47% qui ne le sont pas (6% ne se prononcent pas), selon l'étude coordonnée par l'Université autonome de Madrid, l'Université de Grenade (Espagne), et Bogazici University (Istanbul).

En revanche, à la même question posée dans le cadre d'un référendum, 52% répondent non, contre 41% de oui et 7% qui ne répondent pas.

Cette contradiction apparente s'explique par le fait que "si vous forcez les gens à se déterminer dans un referendum, ils hésitent à changer les choses, ils penchent pour le statu quo, alors qu'ils ont plus d'audace lorsqu'on demande un simple avis, avec des nuances telles que 'êtes-vous favorable' ou 'plutôt favorable'", a expliqué Hakan Yilmaz, professeur à l'Université Bogazici, en présentant samedi soir cette étude à l'IFEA (Institut français d'études anatoliennes, Istanbul).

L'étude a été réalisée dans cinq pays de l'UE - Allemagne, Espagne, France, Pologne et Royaume Uni - un choix représentatif de l'ensemble des pays de l'UE, selon les estimations des responsables du sondage, a expliqué M. Yilmaz.

Concernant le referendum, le non l'emporte en France (64,4%), Allemagne (62%) et Royaume uni (46,3%), et le oui en Pologne (54,1%) et en Espagne (53,2%).

Le sondage, intitulé "Perceptions européennes sur la Turquie comme futur Etat membre" a été réalisé en août-septembre 2009 sur plus de 5.000 personnes, avec l'aide de l'UE et l'Association dialogue avec l'Europe (Istanbul).

Interrogés sur les arguments contre une adhésion turque, 38,9 % choisissent celui selon lequel la Turquie est "un pays musulman (...) incompatible avec les racines chrétiennes communes" de l'Europe, loin devant l'argument selon lequel "la Turquie n'est pas située sur le continent européen" (14,6).

A la question de savoir s'il serait "malhonnête de rompre le contrat (avec la Turquie) et de rompre maintenant les négociations d'adhésion", 58% répondent oui, contre 38% qui pensent que cela ne serait pas malhonnête (4 ne se prononcent pas).

L'Union européenne a ouvert en 2005 des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie.

Mais le processus piétine du fait notamment de l'opposition de plusieurs pays, dont la France et l'Allemagne, qui redoutent l'arrivée dans le club européen d'un pays de 71 millions d'habitants, presque tous musulmans.

Interrogés sur les "critères les plus importants pour de nouvelles admissions dans l'UE", les sondés mettent en tête le respect par le candidat des principes démocratiques et des droits de l'Homme (60,6%), et le fait qu'il pourrait contribuer au développement économique de l'Europe (59,1%).